

région dite sécessionniste du Biafra. Toutefois, il est d'usage de tenir les discussions officielles avec les représentants du gouvernement reconnu. Dans le contexte nigérien, l'unique gouvernement reconnu par le Canada est celui de Lagos. Cette règle ne s'applique pas aux pourparlers officieux entre des Nigériens du Biafra et des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures.

Deux initiatives ont été prises en vue de tels pourparlers. Si elles n'ont pas réussi, ce n'était pas à cause d'ordres qui auraient été donnés dans ce sens, mais parce que les fonctionnaires intéressés n'ont pu rencontrer les représentants à l'heure indiquée.

M. MacDonald: Monsieur l'Orateur, j'ai demandé, vendredi dernier, si le gouvernement avait fait des démarches auprès des Nations Unies pour que la Commission des droits de l'homme se rende au Nigéria en vue d'enquêter sur la légitimité de l'un ou l'autre des gouvernements et sur la situation tragique, alors que des milliers de personnes ont trouvé la mort ces derniers mois. Le premier ministre a-t-il vérifié si nous avons pris une telle initiative?

Le très hon. M. Pearson: Je me suis renseigné, mais je n'ai pas encore reçu ce renseignement. Si je le reçois pendant les vacances, je le transmettrai à mon honorable ami.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LE VATICAN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heath Macquarrie (Queens): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au très honorable premier ministre. Je lui promets que ce sera ma dernière cette semaine, peu importe ce qui arrive. Sans vouloir lui proposer de faire de nouvelles contributions au bon accord entre les nations avant un certain événement en avril, puis-je demander au premier ministre si l'on songe activement à établir des relations diplomatiques en bonne et due forme avec la Cité du Vatican?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il y a environ quatre ans et demi, je crois, j'ai dit que la question était à l'étude.

LA PÊCHE

LA CHASSE AU PHOQUE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION DÉTAILLÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, j'avais l'intention de poser une question au ministre des Pêcheries. En

[Le très hon. M. Pearson.]

son absence, un autre membre du cabinet pourrait peut-être la prendre pour préavis. Eu égard aux articles et aux photographies qui ont paru dans la presse britannique de ce matin, et qui blâment en quelque sorte les méthodes barbares employées pour la chasse au phoque au Canada, le ministre ou le gouvernement songent-ils à faire au plus tôt une déclaration détaillée quant à la situation actuelle.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme les autres députés, j'en suis sûr, j'ai déjà remarqué ces articles, et je me suis renseigné.

LES PORTS

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES AMÉNAGEMENTS DE ROBERTS BANK

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur l'Orateur, vu la grande urgence de la question et son incidence sur toutes les régions du Canada, le ministre des Transports peut-il nous dire quand il sera en mesure de faire une déclaration au sujet de l'aménagement Roberts Bank?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je l'ai déjà faite. Le travail avance et nous serons en mesure de faire l'appel d'offres sous peu et ce nouveau grand port maritime sera accessible dès la fin de mars 1970 quand les contrats avec les Japonais entreront en vigueur.

M. D. V. Pugh (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement de la Colombie-Britannique a été consulté dans tous les détails et d'une façon suivie?

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, nos consultations sont fréquentes et approfondies.

L'AGRICULTURE

LA DINDE—LA PROTECTION DE L'ÉLEVEUR CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. N. Ormiston (Melville): Monsieur l'Orateur, comme le ministre de l'Agriculture est attendu de toute urgence à Regina, je voudrais adresser ma question à son secrétaire parlementaire, qui voudra peut-être la tenir pour préavis. Le ministre exposera-t-il la politique de son ministère en vue de protéger les éleveurs de dindes canadiens contre les pressions extérieures nuisibles à l'industrie locale?